



RAPPORT D'ÉTUDE

**Cartographie des Mécanismes de
Coordination et la Représentativité des
LNHA dans le Cadre Nexus HDP en RDC**

Août 2025

SOMMAIRE

SIGLE ET ABREVIATION	2
INTRODUCTION	3
I.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	3
I.2. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE L'ETUDE	4
I.2.1. Objectifs de l'étude :	4
I.2.2. Résultats attendus :	4
I.3. METHODOLOGIE	4
I.3.1. Méthode quantitative	5
I.3.2. Méthode qualitative	5
 PRESENTATION DES RESULTATS	 7
II.1. DEGRE DE PARTICIPATION ET DE REPRESENTATION DES LNHA.....	7
II.1.1. Type d'Organisations par Province ayant participées à l'enquête.....	7
II.1.2. Fréquence de participation aux réunions de coordination.....	8
II.2. PANORAMA DES MECANISMES DE COORDINATION	8
II.2.1. Liste des mécanismes identifiés par province	8
II.2.2. Rôle des acteurs locaux dans ces mécanismes	10
II.2.3. Perception des acteurs locaux	11
II.3. NIVEAU DE REPRESENTATION ET D'INFLUENCE.....	14
II.3.1. Principales raisons de la faible représentativité des LNHA	14
II.3.2. Facteurs favorables à la participation	14
II.3.3. Facteurs limitants à la représentativité.....	14
II.3.4. Perception de la représentativité et influence	15
II.4. BARRIERES IDENTIFIEES	15
II.4.1. Principales raisons pour lesquelles les LNHA sont peu représentés ou peu influent	15
II.4.2. Principales barrières à une participation effective des LNHA.....	16
 ANALYSE COMPARATIVE	 18
III.1. SYNTHESE DES BARRIERES COMMUNES ET SPECIFIQUES	18
III.2. FACTEURS DE SUCCES ET DEFIS	18
III.3. IMPACTS SUR L'APPROCHE NEXUS HDP	19
 CONCLUSION	 20
IV.1. RESUME DES PRINCIPAUX RESULTATS	20
IV.2. ENJEUX CLES.....	20
IV.3. IMPORTANCE D'UNE PARTICIPATION ACCRUE DES LNHA	20
 RECOMMANDATIONS	 21
V.1. ACTIONS SPECIFIQUES POUR RENFORCER LA PARTICIPATION DES LNHA.....	21
V.2. SUGGESTIONS DES ACTIONS	21
V.3. RECOMMANDATIONS GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES PROVINCES.....	22
 PERSPECTIVES ET PROCHAINES ETAPES.....	 23



> SIGLE ET ABREVIATION

RDC	:	République Démocratique du Congo
HST	:	Humanitarian System Transformation
LHL	:	Local Humanitarian Leadership
FG	:	Focus Group
IF	:	Informateur Clé
HDP	:	Nexus Humanitaire-Développement-Paix
LNHA	:	Acteurs Humanitaires Locaux et Nationaux
ONG	:	Organisation Non Gouvernemental
CONAFOHD	:	Conseil National de Fora des ONG Humanitaire et de Développement
OCHA	:	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs <i>Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires</i>
GT	:	Groupe de Travail

➤ INTRODUCTION

I.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La République Démocratique du Congo (RDC) est confrontée à des crises humanitaires persistantes, caractérisées par des conflits armés, des déplacements massifs de populations, des catastrophes naturelles et des vulnérabilités socio-économiques. Ces défis sont souvent exacerbés par des problématiques de développement non résolues, ainsi que par une fragilité du cadre de paix et de sécurité. La complexité de cette situation nécessite une approche intégrée et coordonnée, capable de répondre efficacement aux besoins immédiats tout en favorisant la stabilité à long terme.

Dans ce contexte, l'approche Nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP) se veut une réponse stratégique visant à renforcer la cohérence entre interventions humanitaires, efforts de développement et initiatives de paix.

Cependant, malgré cette approche innovante, la participation et la représentativité des Acteurs Humanitaires Locaux et Nationaux (LNHA) restent limitées au sein des mécanismes de coordination. Ces acteurs locaux jouent un rôle crucial en apportant une connaissance approfondie du contexte, en renforçant la pertinence des interventions et en assurant leur durabilité, car leur faible implication limite cependant leur influence dans les prises de décision, ce qui peut compromettre l'efficacité et la pertinence des réponses apportées.

Pour assurer une compréhension complète et représentative de la dynamique des mécanismes de coordination dans le cadre du Nexus HDP en RDC, il est très important d'inclure des régions présentant des contextes variés en termes de vulnérabilités et de dynamiques de conflit, ainsi que des niveaux de gouvernance différents.

Il convient également de souligner que le contexte politique complexe de la RDC impose une vigilance particulière quant à la démarche "**Do No Harm**". En effet, la division du pays en deux zones distinctes – l'une contrôlée par le M23-RDC, où s'implémente ce projet, et l'autre relevant de l'autorité légale – crée une situation sensible nécessitant une approche prudente et équilibrée. Pour éviter toute aggravation des tensions ou toute prise à partie par l'une ou l'autre partie, il est essentiel d'élargir certaines activités aux zones sous contrôle du gouvernement légal. Cette stratégie permettrait de garantir la neutralité et la sécurité de l'intervention, tout en respectant la dynamique politique locale et en minimisant les risques de conflit ou de malentendus vu que la prise en compte de cette dimension politique sera donc cruciale pour assurer la pérennité et l'impact positif des actions engagées dans le cadre du Nexus HDP en RDC.

C'est pourquoi nous avons aussi inclut ces 3 provinces pour plus d'approfondissement dans la compréhension des données collectées **Kinshasa, Tanganyika et Haut-Katanga** pour cette étude et cela offre une diversité supplémentaire dans l'analyse des mécanismes de coordination et la participation des LNHA dans cette région spécifique :

- **Kinshasa**, en tant que capitale et centre administratif du pays, représente le hub décisionnel et politique, où se concentrent les principales institutions nationales et partenaires internationaux. Son inclusion dans la présente étude a permis d'analyser la

dynamique de coordination à un niveau stratégique, ainsi que la participation des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux dans un contexte urbain et centralisé.

- **Tanganyika**, situé dans une région souvent affectée par des conflits et des crises humanitaires, offre un contexte intermédiaire entre zones de conflit plus intenses et zones plus stables. Son inclusion a permis d'évaluer la participation des acteurs locaux dans une région en transition, avec des enjeux spécifiques liés à la gouvernance locale et à l'accès aux services.
- **Haut-Katanga**, en tant que région riche en ressources et en activités économiques, présente des dynamiques particulières en termes de développement, de conflits liés aux ressources, et de participation locale. Inclure cette province a permis d'étudier la représentativité des acteurs locaux dans un contexte de développement économique et d'enjeux liés à l'exploitation des ressources.

L'intégration de ces trois régions a permis donc d'obtenir une image plus holistique et représentative des mécanismes de coordination et de la participation des LNHA dans le cadre Nexus HDP en RDC, en tenant compte des différences géographiques, socio-économiques et politiques, afin de formuler des recommandations adaptées à chaque contexte.

I.2. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE L'ETUDE

I.2.1. Objectifs de l'étude :

- Identifier et cartographier les mécanismes de coordination pertinents dans cinq provinces clés ;
- Analyser les barrières structurelles, politiques, capacitaires, et relationnelles limitant la participation des LNHA ;
- Formuler des recommandations contextualisées pour renforcer la représentativité des LNHA.

I.2.2. Résultats attendus :

- Une analyse comparative des barrières à la représentativité des LNHA dans les différentes villes/Provinces ;
- Des recommandations spécifiques à chaque contexte pour renforcer la participation et l'influence des LNHA dans les mécanismes Nexus HDP ;
- Les principales conclusions et recommandations sont partagées au cours du deuxième symposium national de Kinshasa.

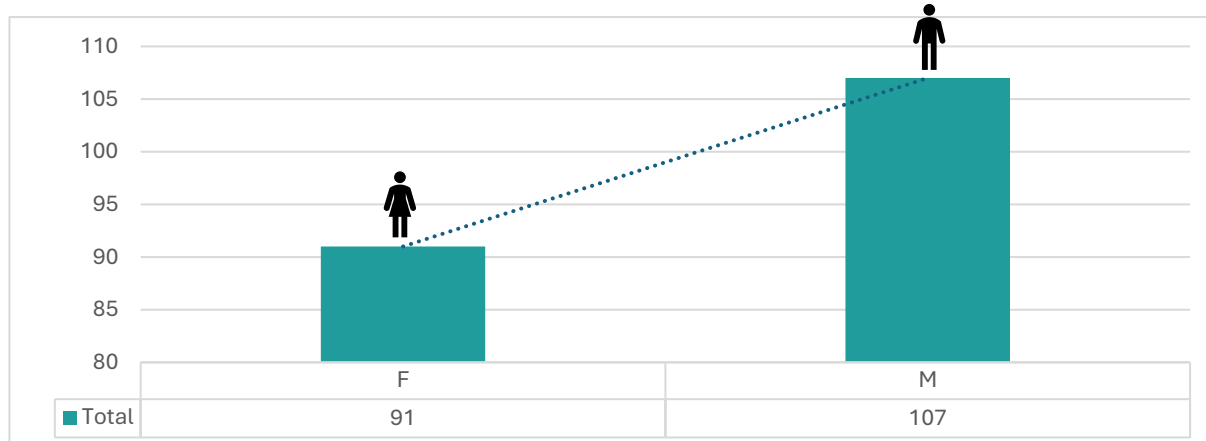
I.3. METHODOLOGIE

Notre démarche repose sur une approche méthodologique mixte, combinant à la fois des méthodes quantitatives et qualitatives. Cette approche permet de tirer parti des avantages de chaque méthode pour obtenir des données riches, fiables et nuancées.

I.3.1. Méthode quantitative

- a. **Objectif** : la composante quantitative visait à recueillir des données structurées et mesurables, permettant d'établir des statistiques descriptives et d'identifier des tendances ou des relations entre différentes variables.
- b. **Procédé** : des enquêtes ont été réalisées auprès d'un échantillon représentatif des acteurs membres des ONG, qu'elles soient affiliées à CONAFOHD ou non. Ces enquêtes ont été menées à l'aide de questionnaires standardisés permettant de collecter des données numériques précises.
- c. **Outil de collecte** :
 - **Guide d'entretien avec les informateurs clés** : ce guide a été élaboré pour orienter efficacement les enquêtes. Il a compris une série de questions structurées et semi-structurées portant sur des thématiques clés telles que la participation, les actions, les ressources ou encore les défis rencontrés par les ONG.
 - **Méthode de collecte** : Les enquêtes ont été menées en face-à-face et via des moyens électroniques, selon le contexte, afin de maximiser le taux de réponse et la qualité des données recueillies.

Répartition des répondants par sexe

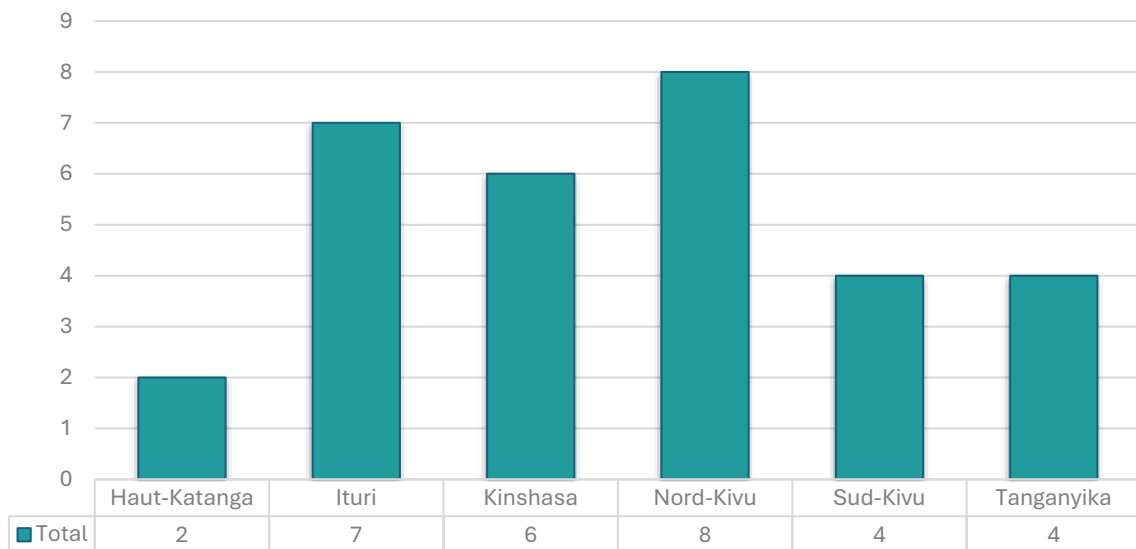


Ce graphique présente la répartition des répondants selon leur sexe. Il indique qu'il y a 91 femmes et 107 hommes, pour un total général de 198 répondants. La majorité des participants sont des hommes, représentant environ 54% du total, tandis que les femmes constituent environ 46%.

I.3.2. Méthode qualitative

- a. **Objectif** : la composante qualitative visait à explorer en profondeur les perceptions, expériences, motivations et dynamiques internes des acteurs. Elle a permis d'obtenir des insights détaillés et contextuels qui complètent les résultats quantitatifs.
- b. **Procédé** : des ateliers de discussion en groupe seront organisés avec des membres d'organisations et autres structures pertinentes. Ces groupes de discussion faciliteront l'échange d'idées, la confrontation des points de vue et la compréhension des enjeux perçus par les acteurs.
- c. **Outil de collecte** :

- **Guide des groupes de discussions** : ce guide contenait une série de questions ouvertes et de thèmes à explorer lors des échanges. Il encourageait la participation active, la réflexion collective et la mise en lumière des enjeux spécifiques à chaque groupe.



Le présent graphique présente la répartition du nombre de groupes de discussion par province, donc la province avec le plus de groupes est le Nord-Kivu, avec 8 FG. Au total, 31 groupes ont été organisés, ce qui indique une couverture variable selon les régions, avec une concentration plus importante dans les provinces orientales (Nord-Kivu et Ituri).

> PRESENTATION DES RESULTATS

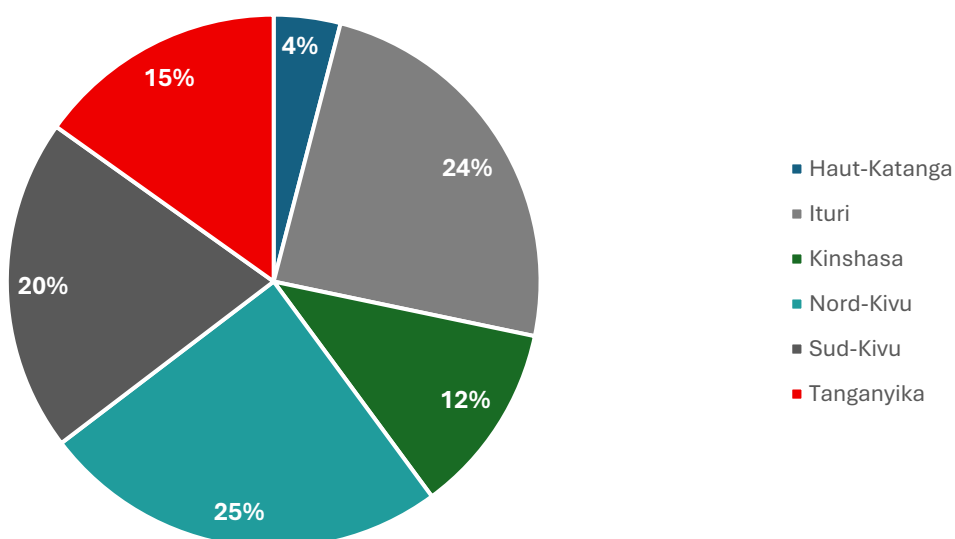
Pour chaque province voici les résultats structurés selon les axes suivants :

II.1. DEGRE DE PARTICIPATION ET DE REPRESENTATION DES LNHA

II.1.1. Type d'Organisations par Province ayant participées à l'enquête

Provinces enquêtées	Types d'ONGs						Total Général
	ONG locale	Société civile	Secteur privé	Université	Gouvernement	Autre	
Haut-Katanga	7	1	0	0	0	0	8
Ituri	33	6	0	0	1	8	48
Kinshasa	14	2	0	0	0	7	23
Nord-Kivu	37	6	1	1	0	4	49
Sud-Kivu	23	15	0	0	1	1	40
Tanganyika	15	14	0	0	0	1	30
Total général	129	44	1	1	2	21	198

Soit en % :



Le tableau ci-haut présente la répartition des organisations selon leur type, par province, dans le cadre de la présente enquête. Donc, au total, 198 organisations ont été identifiées et la majorité sont des ONG locales (soit 129), représentant environ 65 % du total, avec une forte présence dans toutes les provinces, notamment à Nord-Kivu (19 %) et Ituri (17 %). La société civile constitue 22% (soit 44 organisations), principalement à Haut-Katanga (1 %) et à Nord-Kivu (3 %). Les autres types d'organisations sont minoritaires : universités, secteurs privés, gouvernements, et autres.

Soit, il n'y a pas d'universités ou de secteur privé représentés dans certaines provinces. D'où, le secteur ONG locale domine largement, avec une diversité d'acteurs répartis selon les régions, ce qui reflète une forte implication et représentation locale et civile dans ces zones. C'est ainsi que

la répartition en pourcentages permet de visualiser rapidement l'importance relative de chaque type d'organisation dans chaque province.

II.1.2. Fréquence de participation aux réunions de coordination

Province	Fréquence de participation					Total général
	Toujours	Souvent	Parfois	Rarement	Jamais	
Haut-Katanga	3%	1%	1%	1%	0%	4%
Ituri	7%	9%	8%	2%	0%	26%
Kinshasa	5%	3%	2%	0%	0%	10%
Nord-Kivu	8%	9%	4%	1%	1%	22%
Sud-Kivu	7%	7%	6%	1%	0%	21%
Tanganyika	6%	5%	4%	1%	0%	16%
Total général	36%	33%	24%	6%	1%	100%

Les résultats du tableau ci-haut révèlent la participation aux réunions de coordination par province, où la majorité des participants, soit 36%, assistent toujours, tandis que 33% y participent souvent et donc dans l'ensemble, cela indique un engagement élevé. La participation occasionnelle (parfois) concerne 24%, et une minorité, 6%, y participe rarement, avec seulement 1% qui n'y assiste jamais.

La province de l'Ituri affiche la plus forte participation régulière, avec 7% toujours et 9% souvent, totalisant 26% ainsi que les Nord-Kivu et Sud-Kivu montrent également un engagement significatif, avec environ 22% et 21% respectivement. En revanche, Haut-Katanga a la participation la plus faible, avec 4% toujours et 1% souvent. Ces résultats suggèrent une participation généralement élevée, mais une variation notable selon les provinces, ce qui pourrait refléter des différences dans l'engagement ou la disponibilité des participants.

II.2. PANORAMA DES MECANISMES DE COORDINATION

II.2.1. Liste des mécanismes identifiés par province

Province	Mécanismes de coordination identifiés	Description	Fréquence de participation	Type d'acteurs impliqués
Haut-Katanga	- Cadre de concertation de l'action humanitaire ; - Clusters protection, Wash, sécurité alimentaire.	- Réunions régulières entre acteurs humanitaires ; - Promotion du développement inclusif et environnemental.	(Fréquent) - Hebdomadaire, - Mensuelle.	- Organisations humanitaires, - Mouvements associatifs, - Autorités locales.
Ituri	- Clusters (sécurité alimentaire, protection, santé, éducation, abri, wash),	- Réunions sectorielles pour la réponse aux crises,	(Fréquence variable) - Hebdomadaire, - Mensuelle.	- ONG, - Agences des Nations Unies,

	- Groupe de travail (GT), - (Coordination Humanitaire).	- Collaboration des services de tutelle.		- Services de tutelle, - Acteurs locaux.
Kinshasa	- Clusters humanitaires, - Groupe d'information humanitaire, - CONAFHOD, - Équipes interpays, - Plateformes thématiques.	- Coordination nationale et régionale, - Échanges d'informations, - Plaidoyer.	(Fréquent) - Hebdomadaire, - Mensuelle, - Annuelle.	- Organisations nationales et internationales, - Mouvements féminins, - Autorités.
Nord-Kivu	- Coordination par clusters sectoriels (santé, protection, sécurité alimentaire), - Forums locaux de paix, - Réunions inter-structures (OCHA, FNH, groupes de travail).	- Harmonisation des interventions, prévention des doublons, - Construction de la paix.	(Très fréquent) - Hebdomadaire, - Mensuelle, - Régulière.	- ONG, - Agences onusiennes, - Société civile, - Autorités locales, - Groupes communautaires.
Sud-Kivu	- Clusters (développement, humanitaire), - Forums locaux de paix, - Plateformes de coordination avec ONG et acteurs locaux.	- Coordination pour la réponse humanitaire et la paix, - Réconciliation.	- Occasionnelle, selon les activités	- ONG, - Société civile, - Autorités locales, - Groupes communautaires .
Tanganyika	- Clusters (protection, éducation, sécurité alimentaire, Wash, VBG), - Groupes de travail, - Cadres de concertation.	- Réunions sectorielles, - Formations, évaluations, - Partage d'informations.	(Régulière) - Hebdomadaire, - Mensuelle.	- ONG, - Agences onusiennes, - Acteurs locaux, - Groupes communautaires.
Ituri Nord-Kivu Sud-Kivu	- Coordination des ONG, - Réunions sectorielles (protection, santé, Wash, éducation), - Plateformes communautaires.	- Réponse aux crises, - Sensibilisation, - Plaidoyer, - Gestion des urgences.	(Fréquente) - Hebdomadaire, - Mensuelle.	- ONG, - Associations, autorités, - Mouvements sociaux.
Généralités	- Plateformes thématiques (PSEA, VBG, protection, sécurité alimentaire),	- Coordination stratégique, - Mobilisation des ressources,	- Variable selon le mécanisme	- ONG, agences onusiennes, - Gouvernements, - Société civile.

	- Mécanismes de localisation des fonds, - Mécanismes de réponse rapide et stabilisation.	- Interventions d'urgence.		
--	---	--	--	--

Commentaires et observations clés :

- La majorité des provinces utilisent des mécanismes sectoriels (clusters) pour coordonner leurs activités ;
- La fréquence des réunions dépend de la criticité de la situation (crises humanitaires, crises de paix) et des secteurs ;
- Les acteurs impliqués sont principalement les ONG, agences onusiennes, autorités locales et mouvements associatifs ;
- La coordination vise à éviter la duplication, renforcer la synergie, promouvoir la paix et assurer une réponse efficace aux besoins.

II.2.2. Rôle des acteurs locaux dans ces mécanismes

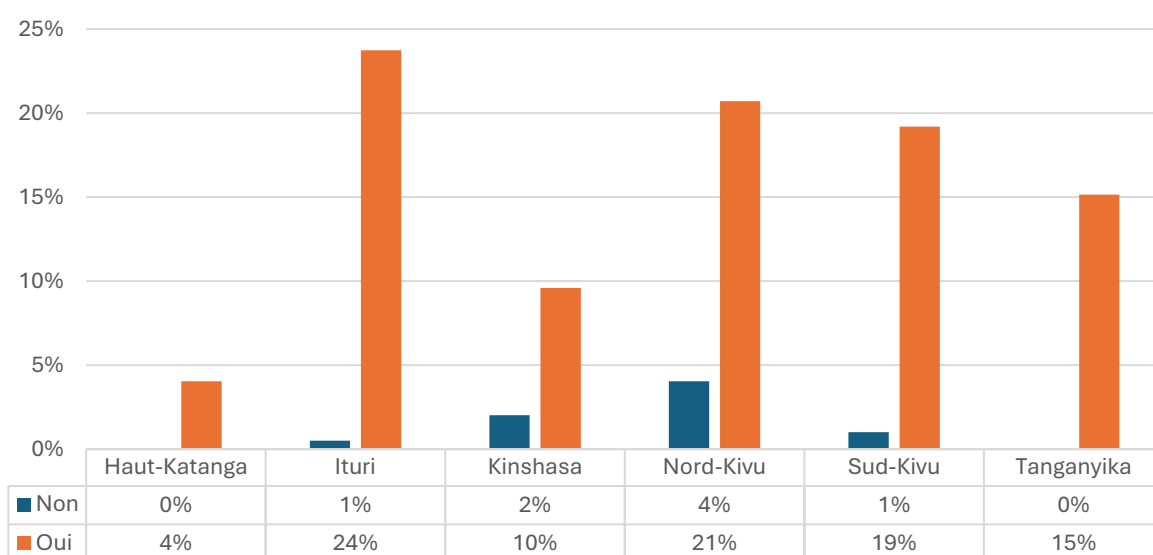
Les acteurs locaux jouent un rôle stratégique dans la coordination humanitaire à travers divers mécanismes, en assumant des responsabilités spécifiques telles que la sensibilisation, l'identification des besoins, la mise en œuvre d'interventions, et le plaidoyer. Leur participation va de la simple représentation à la co-gestion des clusters, en passant par le partage d'informations cruciales pour la prise de décision et la planification. Ces mécanismes permettent aussi une meilleure synergie entre les acteurs locaux et internationaux, renforçant ainsi l'efficacité des actions humanitaires, le maintien de la paix, et le développement durable dans la région. En détails :

Région	Rôle des acteurs locaux dans les mécanismes de coordination	Membres et leur participation	Principales activités et responsabilités	Partage d'informations et plaidoyer
Haut-Katanga	- Promouvoir une société juste, inclusive et égalitaire ; - Garantir la santé des albinos.	Membres actifs	- Sensibilisation, - Promotion des droits, - Garanties de la santé publique.	Non spécifié
Ituri	- Sensibiliser, identifier et remonter les cas, - Répondre aux besoins lors de financements.	Membre de la sous-coordination	- Sensibilisation, - Identification des cas, - Remontée d'informations, - Réponse aux besoins, - Partage d'alertes.	- Plaidoyer pour renforcer les actions humanitaires, paix et développement durable
Kinshasa	- Autonomisation des femmes, - Développement humanitaire,	- Chargé de programme, - Membres du cluster protection.	- Coordination des programmes, - Partage d'expériences,	- Partage d'informations, - Prise de décisions,

	- Coordination des programmes.		- Participation aux discussions thématiques.	- Représentation des ONG nationales.
Nord-Kivu	- Ajustement mutuel, - Information sur le terrain, - Contribution à la paix, - Plaidoyer.	- Participants aux réunions, - Intervenants dans la planification, - Intervenants sur le terrain.	- Identification des besoins, - Mise en œuvre d'interventions, plaidoyer, suivi, - Participation aux journées internationales.	- Partage d'expériences, - Rôle d'intermédiaire entre bailleurs et communautés, - Mise en œuvre des politiques de développement local.
Sud-Kivu	- Améliorer les conditions de vie des populations vulnérables, - Lutte contre la pauvreté.	- Membres de clusters, - Membres de CCONAT, - Fora humanitaires.	- Offrir des soins médicaux, - Sécurité alimentaire, - Formation professionnelle, - WASH, - Multisectoriel.	- Plaidoyer, - Accompagnement des changements sociaux et structurels.
Tanganyika	- Co-lead dans le cluster protection, - Partage d'informations terrain.	- RSLF (lead), - RONHA, - PSEA (co-leads), - Informateurs clés.	- Partage des incidents, - Situations sécuritaires, - Accès humanitaire.	- Partage d'informations sur les incidents, les gaps, et la situation sécuritaire.

II.2.3. Perception des acteurs locaux

➤ Niveau de participation des acteurs locaux à des réunions de coordination

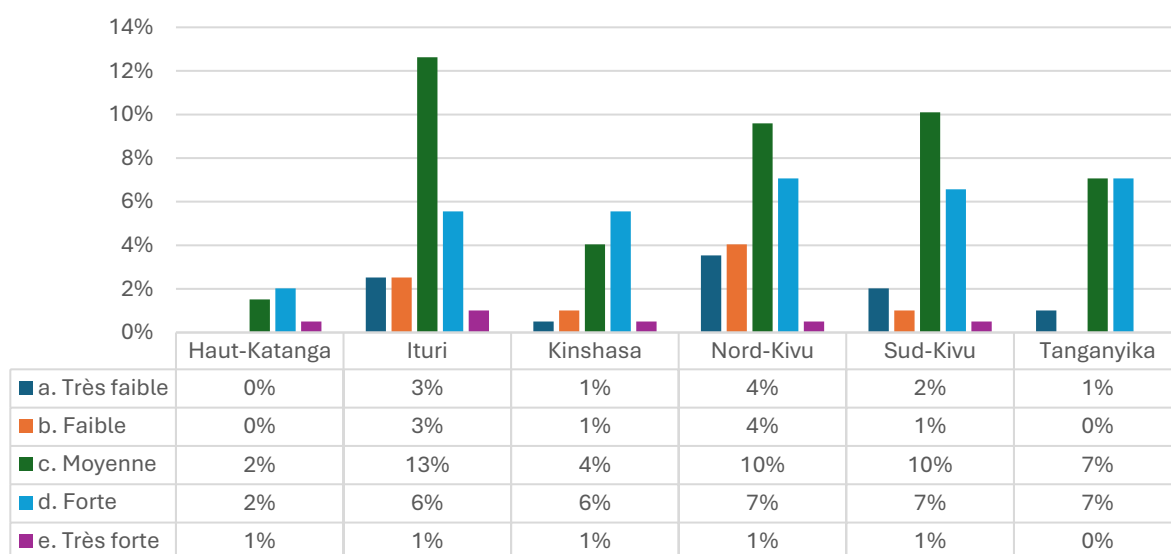


L'analyse de ce graphique sur la participation des acteurs locaux aux réunions de coordination révèle des différences notables entre les régions. Comme dans le Haut-Katanga, la majorité des acteurs (96%) n'ont pas été invités à participer, tandis que seulement 4% ont été inclus. En revanche, dans des régions comme l'Ituri, 24% des acteurs ont été conviés, ce qui indique un

niveau de participation plus élevé. Le Nord-Kivu et le Sud-Kivu présentent également une participation significative, avec respectivement 21% et 19%. Kinshasa affiche une faible proportion d'invités soit de 10%, suggérant une participation limitée à ces rencontres. Tanganyika, avec 15%, se situe dans une fourchette intermédiaire.

Ces résultats illustrent donc une disparité régionale dans l'implication des acteurs locaux, ce qui pourrait influencer la coordination locale et l'efficacité des interventions, une augmentation de la participation dans les régions où elle est faible pourrait favoriser une meilleure intégration et coordination des efforts locaux.

➤ Influence des acteurs locaux dans les mécanismes existants

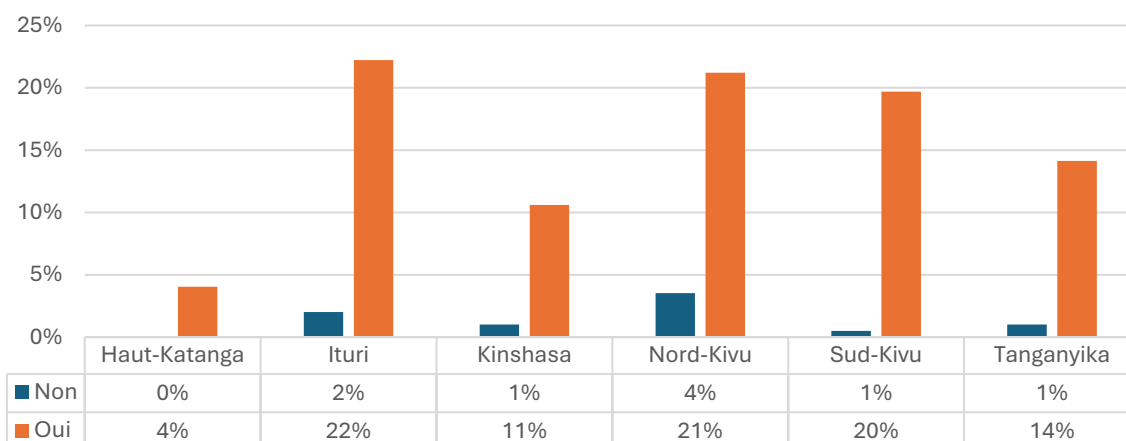


Les résultats sur ce graphique démontrent que, la perception de l'influence des acteurs locaux dans les mécanismes existants varie selon les régions et est globalement modérée à forte. La majorité des acteurs soit 45% estiment exercer une influence moyenne, tandis que 34% considèrent leur influence comme forte. La perception d'une influence très faible ou faible demeure limitée, avec seulement 10% et 9% respectivement. Nord-Kivu se distingue par une perception plus forte, avec 25% des acteurs percevant leur influence comme forte ou très forte, tandis que Haut-Katanga affiche une influence perçue plus faible, avec uniquement 4%.



Ces résultats indiquent **une disparité régionale dans la perception de l'influence locale**, suggérant que certains contextes offrent de meilleures opportunités pour les acteurs locaux d'exercer leur influence dans les mécanismes en place. Globalement, la majorité des acteurs perçoivent leur rôle comme modéré à conséquent, ce qui souligne l'importance de renforcer leur capacité d'influence pour une meilleure participation locale.

➤ Possibilité de faire entendre le point de vue par les acteurs locaux



L'analyse des résultats dans le graphique ci-haut révèle une perception majoritairement positive parmi les acteurs locaux. En effet, 92 % de l'ensemble des répondants déclarent pouvoir s'exprimer, ce qui indique une bonne ouverture pour faire entendre leurs voix. Cependant, cette possibilité varie selon les régions, d'où le Haut-Katanga affiche une situation préoccupante, avec seulement 4 % des acteurs percevant qu'ils peuvent s'exprimer, tandis que l'Ituri et le Nord-Kivu se montrent plus favorables, avec respectivement 22 % et 21 %. Ces écarts soulignent l'existence de disparités régionales dans l'accès à la prise de parole. La majorité des acteurs locaux dans la majorité des zones perçoit donc qu'ils ont une possibilité limitée ou modérée d'exprimer leur point de vue, ce qui pourrait impacter la qualité de leur participation et l'efficacité des processus locaux de prise de décision.



Cette analyse des perceptions des acteurs locaux sur le graphique révèle des obstacles importants à la participation et à la visibilité des ONG locales au sein des mécanismes de coordination. Dans toutes les régions enquêtées les acteurs qui disent « NON », expriment une frustration face à l'exclusion ou à la marginalisation due à des pratiques telles que le verrouillage des groupes de travail par des leaders, le manque de financement, et des conditions restrictives imposées par des bailleurs ou des mécanismes de sélection. Ces contraintes limitent la possibilité pour les ONG locales de faire entendre leur point de vue, souvent reléguées au rang de figurants ou ignorées lors des réunions et dans la mise en œuvre des activités. **La problématique de manque d'informations et de communication est également récurrente, accentuant leur faiblesse dans le processus décisionnel.** Ces résultats soulignent donc la nécessité d'instaurer des mécanismes inclusifs, transparents, et équitables, permettant aux acteurs locaux d'exprimer leurs préoccupations et d'être réellement intégrés dans les processus de coordination humanitaire.

II.3. NIVEAU DE REPRESENTATION ET D'INFLUENCE

Analyse approfondie des résultats concernant le niveau de représentation et d'influence des LNHA :

II.3.1. Principales raisons de la faible représentativité des LNHA

Selon les réponses recueillies, plusieurs facteurs expliquent la faible participation et influence des LNHA et dont ces raisons peuvent être regroupées en quatre grandes catégories qui sont :

- a. **Manque de ressources ou capacités** : ce facteur apparaît comme la cause la plus fréquemment citée par les répondants lors de l'enquête. Le manque de ressources financières, humaines ou techniques limite la capacité des LNHA à s'engager efficacement dans les processus décisionnels et à faire entendre leur voix. Cela reflète une faiblesse structurelle qui entrave leur participation active.
- b. **Manque d'informations ou communication insuffisante** : insuffisance d'informations, de données ou de communication claire constitue un obstacle majeur. Un déficit dans la diffusion des informations et la sensibilisation limite la compréhension des enjeux et la visibilité des LNHA auprès des autres acteurs (internationaux, ...), réduisant leur influence perçue.
- c. **Barrières politiques ou institutionnelles** : les obstacles liés au cadre politique ou institutionnel, tels que des réglementations restrictives, un manque de reconnaissance officielle ou des processus décisionnels centralisés, freinent l'engagement et la représentation des LNHA. Ces barrières peuvent également inclure des obstacles bureaucratiques ou législatifs.
- d. **Préférences ou priorités des acteurs internationaux ou gouvernementaux** : les acteurs principaux, qu'ils soient internationaux ou gouvernementaux, peuvent privilégier certains partenaires ou priorités, reléguant les LNHA à un rôle marginal. Ces choix stratégiques ou politiques limitent leur influence et leur capacité à faire valoir leur voix.
- e. **Autres facteurs** : certaines réponses mentionnent des éléments spécifiques non listés, nécessitant une analyse contextuelle supplémentaire pour bien comprendre ces autres causes.

II.3.2. Facteurs favorables à la participation

Les éléments facilitant la participation incluent généralement une meilleure disponibilité des ressources, une communication efficace, un cadre institutionnel favorable, ainsi qu'un soutien actif des acteurs internationaux ou gouvernementaux. La mobilisation de ces éléments peut renforcer la représentativité des LNHA.

II.3.3. Facteurs limitants à la représentativité

Les principales limitations, telles que l'insuffisance de ressources, le déficit d'informations, et les barrières institutionnelles, sont souvent mentionnées comme des freins majeurs. L'absence de soutien ou de priorité de la part des acteurs clés accentue ces obstacles.

II.3.4. Perception de la représentativité et influence

Les données indiquent que les LNHA perçoivent généralement leur influence comme faible, principalement en raison de ces facteurs limitants. Leur capacité à faire entendre leur voix dépend largement de leur autonomie, de leur visibilité, et du contexte politique.



Recommandation : afin renforcer la participation et l'influence des LNHA, il sera question d'adresser ces obstacles : améliorer leurs ressources, renforcer la communication, reformer ou adapter le cadre institutionnel, et encourager une volonté politique plus inclusive, une approche intégrée combinant soutien technique, dialogue politique et mobilisation des acteurs, peut être considérée pour accroître leur représentativité et leur impact.

II.4. BARRIERES IDENTIFIEES

II.4.1. Principales raisons pour lesquelles les LNHA sont peu représentés ou peu influent

Voici une synthèse des barrières selon quatre dimensions principales suivantes :

Dimension	Description	Exemples et observations
Structurelle	- Ressources, - Capacités organisationnelles, - Infrastructure technique.	La majorité des acteurs locaux mentionnent un manque de ressources ou capacités comme principale barrière structurelle. - Par exemple, dans toutes les régions, le manque de ressources et capacités est fréquemment cité
Politique	- Priorités, - Politiques publiques ou institutionnelles.	Barrières politiques ou institutionnelles sont souvent évoquées, telles que des politiques inadéquates ou des obstacles institutionnels. - Exemple : dans plusieurs régions, ces barrières limitent la représentation ou l'influence des LNHA.
Capacitaire	- Compétences, - Formation, ressources techniques.	Le manque de compétences ou formation technique est une barrière récurrente. Beaucoup d'acteurs mentionnent une insuffisance d'informations ou de communication, limitant leur capacité d'action.
Relationnelle	- Dynamiques, partenariats, relations avec acteurs internationaux et gouvernementaux	Les préférences ou priorités des acteurs internationaux ou gouvernementaux, ainsi que des dynamiques de partenariat faibles, entravent la collaboration effective. La communication insuffisante est aussi une barrière relationnelle significative.

Commentaire : L'exemple fourni illustre que la majorité des acteurs locaux rencontrent des difficultés liées à un manque de ressources et de formation, ce qui correspond à la dimension structurelle. Les autres barrières, telles que politiques, capacitaires ou relationnelles, sont également fréquemment mentionnées selon les régions, notamment dans le contexte des priorités des acteurs et de la communication.

II.4.2. Principales barrières à une participation effective des LNHA

Région	Principaux Défis et Barrières	Observations et remarques
Haut-Katanga	- Manque de moyens financiers et logistiques, - Faible collaboration avec ONG et autres structures.	- Difficultés principalement liées aux ressources financières et à la coordination inter-structures.
Ituri	- Conditions de représentativité, mise à jour des activités, gestion monotone ; - Mauvaise transmission d'informations ; - Faible communication et financement ; - Manque de financement, insécurité, ressources limitées ; - Négligence dans l'inscription aux mécanismes de coordination ; - Non-identification de certains LNHA.	- Problèmes de gouvernance, de communication, et de ressources humaines et financières, avec un contexte sécuritaire difficile.
Kinshasa	- Manque d'information et faible capacité ; - Disparités entre organisations nationales et locales ; - Difficultés d'accès à l'information et aux invitations ; - Question stratégique et financement.	- Défis liés à la communication, à la capacité organisationnelle et à l'intégration des acteurs locaux dans la coordination nationale.
Nord-Kivu	- Accès limité aux financements directs ; - Faibles capacités institutionnelles ; - Barrière linguistique/technique ; - Situation géopolitique instable ; - Manque de ressources et de suivi ; - Centralisation de la coordination ; - Mauvaise communication entre organisations.	- La complexité géopolitique et les limitations structurelles entravent la participation efficace des LNHA.
Sud-Kivu	- Faible partage d'informations et chevauchements ; - Gaspillage de fonds et doublons ; - Difficultés de communication et d'encadrement ; - Contexte sécuritaire défavorable ; - Priorisation des ONG internationales par les bailleurs ; - Critères d'éligibilité stricts et peu adaptés.	- Difficultés organisationnelles, sécuritaires et liées à la gouvernance des financements, avec une dépendance accrue aux ONG internationales.

Tanganyika	- Absence de financements provinciaux ; - Discrimination dans l'accès aux financements ; - Exigences administratives strictes (documents, audits) ; - Favoritisme de certains acteurs internationaux ; - Manque d'informations financières détaillées ; - Priorité aux acteurs internationaux.	- Barrières administratives et de favoritisme limitent l'accès des LNHA aux fonds, avec un contexte de financement peu favorable sur le plan local.
-------------------	---	---

Synthèse générale des barrières :

Problèmes financiers	Partout, le manque ou la difficulté d'accès aux financements constitue un frein majeur.
Capacités et ressources	Faiblesses en termes de capacités institutionnelles, humaines, et de communication.
Coordination et communication	Des lacunes dans la transmission d'informations, la collaboration inter-structures et la centralisation des mécanismes.
Contexte sécuritaire et politique	Notamment dans des régions comme Ituri, Nord-Kivu, et Sud-Kivu, la situation sécuritaire impacte fortement la mise en œuvre des activités.
Gouvernance et critères d'éligibilité	Les critères stricts et peu adaptés, ainsi que le favoritisme, limitent la participation des LNHA aux financements.

> ANALYSE COMPARATIVE

III.1. SYNTHÈSE DES BARRIÈRES COMMUNES ET SPÉCIFIQUES

Les obstacles rencontrés par les Acteurs Humanitaires Locaux et Nationaux (LNHA) dans leur participation aux mécanismes de coordination du Nexus HDP présentent à la fois des caractéristiques communes à plusieurs localités et des particularités propres à certaines régions. Cette distinction est essentielle pour élaborer des stratégies adaptées à chaque contexte.

Les barrières communes, identifiées dans plusieurs villes et provinces, reflètent des problématiques systémiques qui entravent la participation effective. Parmi celles-ci, le manque de ressources constitue une difficulté récurrente : que ce soit en termes financiers, humains ou techniques, cette faiblesse limite la capacité des LNHA à s'intégrer pleinement dans les processus décisionnels. Par exemple, dans des régions comme le Nord-Kivu, le manque de financements et de capacités organisationnelles est fréquemment évoqué. De même, la faible communication, souvent liée à une transmission d'informations insuffisante ou peu efficace, limite la visibilité et la voix des acteurs locaux. Ces difficultés se retrouvent également dans des provinces telles que le Sud-Kivu ou le Tanganyika, où la communication défectueuse et le déficit d'informations empêchent une participation significative.

Par ailleurs, **des barrières politiques ou institutionnelles** sont largement répandues. La centralisation des processus, des réglementations restrictives ou un manque de reconnaissance officielle des LNHA freinent leur influence. Ces obstacles sont particulièrement marqués à Bunia ou dans des régions où le cadre réglementaire ne favorise pas l'autonomie locale. La faible reconnaissance institutionnelle limite également leur accès aux mécanismes de financement ou de coordination, renforçant leur marginalisation.

Les barrières spécifiques, quant à elles, sont propres à chaque contexte géographique ou politique. À Bunia, par exemple, la dimension politique est plus marquée, avec des enjeux liés à la gouvernance locale ou à la sécurité qui limitent la participation. La situation sécuritaire précaire, la faible stabilité politique ou les conflits locaux accentuent ces barrières. En Ituri ou dans le Nord-Kivu, la situation géopolitique complexifiée renforce ces obstacles, rendant difficile la mobilisation et la représentation des LNHA. De même, dans certaines régions comme le Haut-Katanga, l'absence de mécanismes structurés ou la faiblesse des réseaux locaux accentuent la marginalisation des acteurs locaux.

III.2. FACTEURS DE SUCCÈS ET DÉFIS

Plusieurs facteurs facilitent la participation des LNHA, mais des défis majeurs persistent. La présence d'acteurs engagés localement et le soutien d'alliés institutionnels, tels que les autorités locales ou les partenaires internationaux, jouent un rôle déterminant dans l'amélioration de la représentativité. Par exemple, l'engagement actif des responsables locaux à Nord-Kivu ou dans le Tanganyika a permis une meilleure implication des acteurs locaux dans la coordination. La disponibilité de ressources, notamment financières et techniques, ainsi qu'une communication efficace, favorisent également leur participation. La mise en place de mécanismes inclusifs,

transparents et participatifs, qui valorisent le rôle des LNHA, constitue un autre facteur de succès.

Cependant, plusieurs défis doivent être surmontés. La faiblesse des capacités institutionnelles, le manque de ressources financières, la mauvaise communication, et les barrières politiques ou sécuritaires constituent des obstacles récurrents. Le contexte de conflit ou d'insécurité, notamment en Ituri ou au Nord-Kivu, fragilise la stabilité nécessaire pour une participation régulière. La centralisation des processus de décision, la marginalisation des acteurs locaux dans la gouvernance, ainsi que le manque de reconnaissance institutionnelle, limitent leur influence et leur visibilité car, la faible accessibilité aux financements directs et les critères d'éligibilité stricts accentuent ces difficultés, empêchant souvent les LNHA de jouer un rôle actif dans la mise en œuvre de l'approche Nexus HDP.

III.3. IMPACTS SUR L'APPROCHE NEXUS HDP

La faible participation des LNHA a un impact significatif sur la mise en œuvre de l'approche Nexus HDP, en particulier en termes de pertinence, de durabilité et d'inclusion. Sur le plan de la pertinence, l'insuffisant engagement des acteurs locaux limite leur capacité à adapter les interventions aux réalités du terrain, ce qui peut conduire à des réponses inadaptées ou inefficaces. La faible représentation réduit aussi la compréhension fine des besoins, notamment dans les zones à forte complexité sécuritaire ou politique, compromettant ainsi la pertinence des actions.

En matière de durabilité, l'absence d'une participation active des LNHA compromet la pérennité des initiatives. Ces acteurs, en étant mieux intégrés, peuvent assurer un suivi à long terme, renforcer la résilience locale et favoriser une appropriation locale des programmes. Leur marginalisation limite également la capitalisation des connaissances locales et la continuité des efforts, ce qui fragilise la pérennité des résultats.

L'inclusion, élément central de l'approche Nexus HDP, est également fortement impactée. La faible influence des LNHA dans les mécanismes de coordination limite leur capacité à faire entendre leurs voix, à participer aux prises de décision et à représenter les besoins spécifiques des populations vulnérables. Ce déficit d'inclusion risque d'accroître la marginalisation des acteurs locaux, de réduire la légitimité des interventions et d'entraver la construction d'un processus de paix durable.

> CONCLUSION

IV.1. RESUME DES PRINCIPAUX RESULTATS



- La majorité des acteurs locaux, notamment les ONG locales, participent régulièrement aux mécanismes de coordination, mais leur influence et leur représentativité restent limitées en raison de barrières structurelles, institutionnelles, politiques et sécuritaires ;
- La participation des LNHA varie considérablement selon les régions, avec une faible inclusion dans certains mécanismes clés, ce qui limite leur capacité à faire entendre leur voix ;
- Les mécanismes de coordination existent à différents niveaux (sectoriels, thématiques, locaux), mais leur fonctionnement est souvent entravé par des lacunes en communication, en ressources et par des obstacles politiques ;
- La perception des acteurs locaux quant à leur influence demeure modérée à faible, principalement en raison du manque de ressources, de reconnaissance institutionnelle et des barrières de financement ;
- La faible implication des LNHA impacte la pertinence, la durabilité et l'inclusion dans la mise en œuvre de l'approche Nexus HDP, ce qui peut compromettre la stabilité et la paix durable dans la région.

IV.2. ENJEUX CLES

- Renforcer la participation et la représentativité des acteurs locaux pour une meilleure cohérence et efficacité des interventions ;
- Assurer une inclusion effective des LNHA dans la gouvernance, la planification et la mise en œuvre des mécanismes de coordination ;
- Surmonter les barrières systémiques, sécuritaires et politiques afin de favoriser une participation durable et significative.

IV.3. IMPORTANCE D'UNE PARTICIPATION ACCRUE DES LNHA

- Les acteurs locaux détiennent une connaissance approfondie des réalités sur le terrain, ce qui est essentiel pour une réponse adaptée et durable.
- Leur implication renforcera la résilience locale, favorisera une appropriation des initiatives et contribuera à la promotion d'une paix durable.
- Une participation accrue est également fondamentale pour respecter les principes d'inclusion et de gouvernance locale, essentiels à la réussite de l'approche Nexus HDP.

➤ RECOMMANDATIONS

Après cette étude sur la cartographie des barrières identifiées auprès des acteurs locaux, voici une synthèse structurée des recommandations globales par province, intégrant les éléments de contexte, de participation, de coordination, et de barrières identifiées, tout en proposant des actions concrètes pour renforcer la participation et l'efficacité des mécanismes de coordination dans le cadre de l'approche Nexus HDP en RDC :

V.1. ACTIONS SPECIFIQUES POUR RENFORCER LA PARTICIPATION DES LNHA

- **Renforcement des capacités techniques et organisationnelles :**
 - Mettre en place des formations régulières en gestion de projets, communication, plaidoyer et gestion financière pour les acteurs locaux ;
 - Développer des programmes de mentorat et d'échanges d'expériences pour renforcer la maîtrise des mécanismes de coordination et de participation.
- **Dialogue politique et reconnaissance institutionnelle :**
 - Engager un dialogue structuré avec les autorités locales et nationales pour officialiser la reconnaissance des LNHA comme acteurs clés dans la mise en œuvre du Nexus HDP ;
 - Promouvoir la signature d'accords formels ou de cadres de partenariat avec les autorités pour garantir leur participation dans les mécanismes de décision.
- **Ajustements dans les mécanismes de coordination :**
 - Créer ou renforcer des sous-coalitions ou comités locaux spécifiques, avec une représentativité élargie des LNHA, pour faciliter leur implication dès la conception des réunions et des stratégies ;
 - Mettre en place des mécanismes de sélection transparents et inclusifs pour inviter et intégrer systématiquement les acteurs locaux dans toutes les réunions sectorielles.

V.2. SUGGESTIONS DES ACTIONS

- **Amélioration de la communication :**
 - Instaurer des plateformes numériques ou des espaces d'échange réguliers (bulletins, forums en ligne, réunions virtuelles) pour partager en continu les informations, plans d'action et résultats ;
 - Organiser des sessions d'information périodiques pour sensibiliser et mobiliser davantage les LNHA sur leurs droits, rôles et opportunités.
- **Renforcement des capacités :**
 - Développer des modules de formation adaptés aux besoins locaux, notamment en gestion de la gouvernance, facilitation de réunions, rédaction de rapports, etc. ;

- Soutenir la création de réseaux d'acteurs locaux pour favoriser le partage d'expériences, la mutualisation des ressources et la solidarité.
- **Modification de la dynamique institutionnelle :**
 - Favoriser la décentralisation des mécanismes de coordination en donnant plus d'autonomie aux acteurs locaux et en intégrant leur leadership dans la gouvernance locale ;
 - Instaurer une politique de quotas ou de parité pour garantir la présence et la voix des acteurs locaux, notamment des femmes et des jeunes, dans les espaces de décision.

V.3. RECOMMANDATIONS GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES PROVINCES

- **Renforcer la capacité technique et organisationnelle des LNHA :**
 - Faciliter l'accès à des formations continues, du mentorat et à des ressources techniques pour combler le déficit de compétences et de ressources.
- **Instaurer un cadre de participation plus inclusif et transparent :**
 - Mettre en place des mécanismes de sélection et d'invitation transparents, avec des critères clairs favorisant la représentativité locale et la diversité.
- **Faciliter le dialogue politique pour réduire les obstacles institutionnels :**
 - Engager des dialogues réguliers avec les autorités pour clarifier et simplifier les processus de reconnaissance et de participation des LNHA.
- **Mettre en place des mécanismes de communication réguliers et bilatéraux :**
 - Créer des espaces d'échange bilatéraux (rapports, réunions de feedback) pour assurer une communication fluide entre les acteurs locaux, nationaux et internationaux.

➤ PERSPECTIVES ET PROCHAINES ETAPES

➤ Mise en œuvre des recommandations / Feuilles de route :

- Élaborer un plan d'action détaillé pour renforcer les capacités des LNHA, améliorer la communication et promouvoir un cadre institutionnel inclusif ;
- Mettre en place des mécanismes de sélection transparents pour l'invitation et la participation des acteurs locaux dans tous les mécanismes de coordination ;
- Favoriser la décentralisation et l'autonomisation des acteurs locaux dans la gouvernance des mécanismes de coordination.

➤ Organisation du symposium national :

- Organiser encore une fois un prochain symposium pour partager les résultats de cette étude avec l'ensemble des parties prenantes, notamment les acteurs gouvernementaux, internationaux et locaux ;
- Utiliser cette plateforme pour recueillir des feedbacks, renforcer l'engagement politique et mobiliser un soutien accru pour la participation des LNHA ;
- Promouvoir une dynamique de dialogue, de partenariat et d'engagement collectif pour la pérennisation des actions.

➤ Suivi et évaluation de l'impact :

- Mettre en place un système de suivi et d'évaluation pour mesurer l'efficacité des actions entreprises visant à renforcer la participation des LNHA ;
- Assurer un rapport périodique sur les progrès réalisés, les défis rencontrés et les ajustements nécessaires ;
- Renforcer la capitalisation des bonnes pratiques et des leçons apprises pour assurer une amélioration continue.



HST-LHL

Humanitarian System Transformation through
Local Humanitarian Leadership